

Sommaire

Editorial

Réunion des directeurs des instituts membres de l'EADI

Réformer et renforcer les études de développement - *par Jean-Luc Maurer*

Le changement climatique et les études en matière de développement
- *par Asuncion Lera St. Clair*

Urbanisation : Thèmes sélectionnés - Besoin d'une entité cohérente et interactive de savoir
- *par Isa Baud*

Gérer le changement : de nouveaux défis pour les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur le développement - *par Simon Maxwell*

Réaliser la visibilité : accès libre et classement des revues périodiques des études du développement - *par Maja Bucar et Anja Möller Rasmussen*

Projet de l'EADI sur l'accréditation : état actuel et avenir - *par Joost Mönks and Andy Sumner*

Le développement au-delà de 2015

Repenser les Objectifs du Millénaire pour le développement

Le développement au-delà de 2015 : l'avenir de la coopération européenne au développement

Nouvelles de l'EADI

Prix de l'EADI

Surmonter la fragilité en Afrique: forger une nouvelle approche européenne

Croissance urbaine et défi de durabilité - une comparaison entre villes en expansion dans les économies à forte croissance

A la recherche de nouveaux narratifs et d'universels dans un monde changeant -
Conférence 2011 de la DSA et de l'EADI

Nouveaux membres de l'EADI

Impressum

LA LETTRE D'INFORMATION EST PUBLIÉE DEUX FOIS PAR AN PAR:

L'Association Européenne des Instituts de Recherche et de formation en matière de Développement (EADI)
Kaiser-Friedrich-Str. 11
D-53113 Bonn, Allemagne
Tél.: (+49) 228 - 26 18 101
Fax: (+49) 228 - 26 18 103
Site web: www.eadi.org
Courriel: postmaster@eadi.org
Secrétaire exécutif: Thomas Lawo
Editeur responsable: Susanne von Itter
Courriel: itter@eadi.org

VERSION ANGLAISE:

Ute Reusch

VERSION FRANÇAISE:

Gilson Networks

IMPRESSION:

V + V Druck, Bonn

ILLUSTRATION DE COUVERTURE:

Doris Theisen

Avec autorisation préalable de l'EADI, le matériel publié dans la Lettre d'Information de l'EADI peut être reproduit ou adapté, sous condition de ne pas le distribuer pour des raisons commerciales et si le nom de l'auteur / des auteurs d'origine est clairement mentionné.

Les articles n'engagent que les auteurs; les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'EADI.

Editorial

“Le thème principal pour les études sur le développement ce n'est pas de sauter dans le train de l'intégration transversale (le mainstreaming) du changement climatique dans le développement tel qu'il se pratique aujourd'hui sous prétexte que ce thème a de plus en plus d'adeptes. C'est cependant ce que font de nombreux organismes d'aide, des bailleurs de fonds et des agences de coopération au développement qui se précipitent dans cette voie plutôt que de reconnaître qu'il y a une corrélation entre le problème actuel du dangereux changement de l'environnement et les modèles d'avancée et de développement dont la discipline actuelle 'études sur le développement' fait partie”, voilà ce que Asunción Lera StClair a énoncé à la rencontre des directeurs d'instituts membres de l'EADI. La question clé de la rencontre de 2009 était : qu'est-ce qu'on peut faire dans nos institutions pour maintenir les thèmes de changement climatique, de pauvreté, d'urbanisation et de gestion des ressources naturelles afin de pouvoir être capable de répondre aux crises et, au moins en partie, de travailler à trouver des solutions pour qu'à l'avenir le développement soit plus durable.

Ce numéro de la Lettre de nouvelles de l'EADI vous présente une sélection de contributions faites au cours de cette rencontre. Il vous présente aussi les résultats des ateliers que nous avons organisés : “Gérer le changement : nouveaux défis pour les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur le développement”, sur “Assurer la qualité : Accréditation et évaluation par pairs dans les études sur le développement”, et sur “Réaliser la visibilité : Accès libre et classement des revues périodiques des études du développement”. On va continuer à débattre sur les résultats de ces ateliers au sein de notre association.

Une autre priorité de ce numéro de notre revue est l'Après- Objectifs du Millénaire pour le Développement. Une série de réunions orientées sur ces questions de l'après-2015 et sur le nouveau programme d'OMD (le 'programme OMD-Plus') ont été organisées en coopération avec la Development Studies Association of the UK and Ireland (DSA) ; vous en trouverez les

résultats dans les pages qui suivent. Un rapport plus détaillé fait l'objet d'une partie du IDS Bulletin intitulée “After 2015 : Promoting Pro-Poor Policy after the MDGs - The Plenary Presentations and Discussion” que vous pouvez télécharger depuis notre site web.

En réaffirmant son engagement à long terme dans le débat du narratif de développement post-OMD, l'EADI va tenir une séance spéciale au cours de la conférence annuelle du Réseau pour le développement mondial (RDM) à Prague le 18 janvier 2010. Son titre est : “Nouvelles réponses politiques ? Repenser la coopération au développement européenne”. En coopération avec l'IDS, la DSA, le PNUD et la DFid, l'EADI va coopérer, le 25 janvier à New York, à une Table ronde des OMD sur les thèmes suivants : “L'évaluation de 2010 des OMD et l'au-delà : que faire différemment ? Que faire de la même façon ?”.

Avec l'EADI en tant que coordinatrice, un groupement de 8 organisations venant du monde entier a produit une suggestion de projet à faire subventionner par l'UE dans le cadre du 7e Programme-cadre (FP7). Le projet de consortium porte le titre Chance2sustain. Dans ce programme nous voulons analyser la façon dont des gouvernements et des citoyens de villes qui ont différents modèles de croissance urbaine et économique utilisent la gestion du savoir participatif (ou intégré) pour orienter la gouvernance urbaine vers un développement plus durable.

Au cours de l'année 2009, le European Journal of Development Research (EJDR) a pour la première fois publié 5 numéros ; parmi eux il y avait un numéro spécial sur “La Chine en Afrique : une relation en transition”, Celui-ci est le résultat d'une coédition de Olu Ajakaiye (African Economic Research Consortium, à Nairobi) et Raphael Kaplinsky (Open University, au RU et Université du Cap en Afrique du Sud). En tant que membre de l'EADI, on reçoit automatiquement ce périodique. Les thèmes spéciaux qui seront abordés en 2010 comprennent entre autres “Nouvelles voies pour le développement pastoral en Afrique subsaharienne” et “Femmes chefs d'entreprise dans



tous les pays et dans le domaine du développement”.

Une des priorités majeures de l'EADI pour les deux années prochaines est de s'engager dans la préparation de la 13 Conférence générale de l'EADI qui se tiendra en 2011 en coopération avec la Development Studies Association of the UK and Ireland (DSA). Cet événement majeur (son titre provisoire est : ‘A la recherche de nouveaux narratifs et d'universels dans un monde qui change’) est décrit dans ce numéro ; nous vous invitons cordialement à apporter votre contribution aux débats et à formuler l'introduction de la conférence, ensemble avec nous. La Conférence de 2011, activité commune avec la DSA, veut jouer le rôle d'un lieu de rencontre parmi d'autres, où continuent les grands débats mondiaux et où on repense fondamentalement les modèles de développement dans toutes leurs dimensions, et ce, justement en ces temps de pluralisme, d'incertitude et de changement. Au plus tard vers la mi-2010, un appel final à communications sera publié en commun pour les Groupes de travail de l'EADI et les DSA/Study Groups. Nos Groupes de travail ont aussi planifié plusieurs événements majeurs pour 2010. Veuillez trouver aussi leurs appels à communications et leurs programmes résumés sur notre site web.

Nous vous remercions d'être membres de l'EADI, nous vous souhaitons une chaleureuse bienvenue si vous êtes nouveau membre. Nos meilleurs souhaits de Joyeux Noël et de Bonne Année 2010.

Susanne von Itter

Susanne von Itter
E-mail: itter@eadi.org

Echos de la 7^e réunion des directeurs des instituts membres de l'EADI

Réformer et renforcer les études de développement

par Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI

Comme chaque année, la réunion des directeurs des instituts membres de l'EADI, qui s'est tenue à Copenhague les 29-30 Octobre au Danish Institute for International Studies (DIIS), a constitué le moment fort du calendrier annuel de notre association. Réunissant plus de 50 directeurs d'instituts de recherche et de formation en matière de développement de toute l'Europe, elle a été l'occasion de débattre des thèmes d'intérêt commun pour notre champ d'études et de préciser certains des objectifs majeurs de l'EADI pour continuer à le réformer et à le renforcer. Nous sommes très reconnaissants à Nanna Hvidt, directrice du DIIS, qui a eu la bonne idée d'accueillir notre réunion à l'occasion de celle des Danish and Scandinavian Development Research Institutes, ce qui a ouvert la possibilité de synergies encore plus fructueuses.

La réunion a débuté le jeudi 29 en fin de journée par une remarquable conférence d'ouverture de **Ian Manners** de l'Université de Roskilde intitulée "The European Union's Normative Power". Après la conférence, il a été procédé à la remise du prix que l'EADI décerne chaque année à l'occasion de sa réunion des directeurs au meilleur article de jeunes chercheurs. Cette année, deux candidats ont obtenu le prix ex-aequo : Jean-Louis van Gelder de l'Université d'Amsterdam, pour son excellent article intitulé "Urban tenure security in developing countries : on perception, property rights, and slum development" et à **Claudie Fioroni**, du Graduate Institute de Genève, pour son essai non moins remarquable ayant pour titre "La cohérence des politiques pour le développement de l'UE comme instrument de promotion d'une 'approche positive' des migrations". En tant que président, je me félicite tout particulièrement de ce résultat

qui consacre non seulement un équilibre en terme de genre mais aussi au niveau linguistique entre les deux langues officielles de l'EADI.

Il avait été décidé de consacrer toute la matinée du vendredi 30 à débattre d'un seul thème majeur concernant a priori tous les participants : "The future of development studies in the light of crises : mainstreaming climate change, poverty, urbanization and resource management in development research institutes". La séance a débuté par un exposé introductif sur chacun de ces thèmes, respectivement par **Alison Evans** de l'ODI de Londres sur la pauvreté, par **Asuncion Lera St.**

parmi les directeurs d'instituts de l'EADI autour du thème de "Managing change : new challenges for development research institutes and thinktanks", sur la base d'un exposé introductif de **Finn Valentin** du Copenhagen Business School. Le second, présidé par **Andrew Sumner** de IDS/Sussex et **Maja Bucar** de Ljubljana University, a regroupé les personnes souhaitant approfondir les questions plus techniques. Il s'est successivement penché sur les problèmes liés à "Assuring quality : accreditation and peer review in development studies" et à "Achieving visibility : open access and journal ranking in development studies", sur la base d'exposés introductifs de **Cecile Jackson** de la SDS de East Anglia, de **Anja Möller Rasmussen** du NIAS de Copenhague et de **Joost Moenks** de l'Université de Genève.

La réunion s'est achevée sur une séance plénière où les présidents de séance ont rapporté les principaux résultats des discussions de leurs groupes de travail. Concrètement, il a été décidé que l'EADI devrait continuer



Clair du CROP de Bergen sur le changement climatique, par **Paul Vlek** du ZEF de Bonn sur la gestion des ressources et par **Isa Baud** de l'Université d'Amsterdam sur les questions d'urbanisation. Sur cette base, les participants ont discuté de la manière dont leurs instituts pouvaient mieux intégrer et développer ces thèmes majeurs dans leurs programmes de recherche et de formation dans la perspective d'une adaptation et du renforcement de notre champ d'études.

Après le déjeuner, les participants se sont répartis en deux groupes de travail. Le premier, présidé par **Simon Maxwell** de ODI/London, a continué la réflexion entamée depuis trois ans

à tester et à mettre en place le système d'accréditation des programmes et institutions d'études de développement qu'elle a élaboré et à commencer à coordonner et consolider les systèmes de "journal ranking" alternatifs, mieux adaptés à son champ d'études interdisciplinaire, mis au point par des institutions comme le CERES d'Amsterdam. Plus généralement, il a été admis que le fait de se rencontrer une fois par année pour discuter de l'adaptation des programmes de recherche et de formation en études de développement à un monde en totale transformation était particulièrement utile pour les directeurs des instituts européens et méritait d'être poursuivi.

Le changement climatique et les études en matière de développement

par Asuncion Lera St. Clair

Quel doit être le rôle des études sur le développement par rapport à la crise du changement climatique ? Est-ce que le changement climatique est un thème supplémentaire qui doit être intégré dans les études sur le développement? Les acteurs et les actrices engagé-e-s dans le développement doivent-ils intégrer le changement climatique comme un élément important en plus dans leur travail ? Dans ce court exercice où il m'est demandé d'exprimer mon opinion, je voudrais développer l'idée que ces questions sont de mauvaises questions et qui plus est, que ces mauvaises questions mènent à un malentendu des problèmes causés par le changement climatique. Parce que les études sur le développement ont un rôle crucial à remplir pour répondre aux défis fondamentaux que pose le changement climatique, ce serait une source de grands malentendus de traiter ces questions comme un "nouveau domaine" ou une nouvelle branche dans le travail consacré au développement.

Qu'il faille se soucier des relations entre le changement de l'environnement et les processus du développement ne date pas d'hier. Cela fait des décennies que les scientifiques et les activistes traitent des limites de nos modèles de développement. En ce qui concerne plus spécifiquement le changement climatique, la Convention-Cadre des Nations Unies à propos du changement climatique (CCNUCC) date de 1993. Ce document signale que la stabilisation de l'effet de serre devrait être atteinte dans un laps de temps adéquat pour permettre aux écosystèmes de s'adapter de façon naturelle au changement climatique, pour que la production alimentaire ne soit pas menacée et pour faire en sorte que le développement économique se poursuive de façon durable (article 2 de la

Convention CCUNCC).

Ce qui se passe maintenant c'est qu'enfin il se dessine un large consensus concernant la légitimité des documents produits par le Panel Intergouvernemental sur le changement climatique (PICC).

Ce que l'étude du changement climatique nous apprend c'est que les êtres humains ont la



possibilité d'être des acteurs et des actrices géologiques. En d'autres mots, la façon dont les êtres humains se comportent et agissent est la principale cause du changement géologique. Notre époque qualifiée anthropocène, a commencé plus ou moins au 18ème siècle avec le coup d'envoi de la modernité et l'invention de la machine à vapeur. Le lien fondamental entre le changement climatique et le développement c'est que les modèles économiques qui ont prévalu au cours des 200 dernières années sont la cause de la crise climatique. Donc tenir des discours sur la possibilité de traiter le changement climatique et fonder cette question dans les modèles de développement tels qu'ils sont

promus et appliqués jusqu'à aujourd'hui est une vue de l'esprit

Les sciences naturelles et les équipes de recherche interdisciplinaire qui étudient les impacts du changement climatique ont démontré que les changements auxquels les sociétés sont confrontées doivent impérativement retenir l'attention et ne peuvent en aucun cas être minimisés. Les études scientifiques sont aussi incontournables lorsqu'elles démontrent que le changement climatique pourra être le plus lourd de conséquence et le plus dramatique dans les endroits de la planète qui sont les plus pauvres et les plus vulnérables à tout type d'attaque. On prévoit le déclin de la production agricole, la pénurie d'eau, l'augmentation des catastrophes climatiques, le relèvement du niveau de la mer, les sécheresses les inondations etc... Toutes ces prédictions se sont déjà réalisées dans les régions du monde qui ont le moins bénéficié des deux cent ans de développement industriel. Ces sociétés et ces groupes d'individus ont en effet déjà subi les effets négatifs du développement mondial. Ce sont les groupes qui ont la capacité la plus faible capacité de réaction et de défense

contre les attaques qui ont le moins contribué à créer le problème. Il est clair que c'est une erreur de penser que le changement climatique ne va pas amener de sérieux changements et menaces dans les économies avancées. Il y aura de sérieux changements mais les économies qui seront les premières et le plus durement attaquées ce sont les économies des pays les plus pauvres.

Le savoir scientifique n'explique pas (et ne peut expliquer) comment les individus et les sociétés peuvent le mieux contrer les menaces qui pèsent sur leurs droits en matière d'environnement, sur leurs droits sociaux, sur leurs droits en tant que personne et sur ce que le changement climatique signifie pour l'avenir

de l'humanité. Les sciences naturelles peuvent nous aider à mesurer les impacts et les conséquences probables du changement de l'environnement mais les sciences naturelles ne peuvent répondre aux questions-pièges qui sont les suivantes : qui perd et qui gagne au changement ? où sont les priorités ? quel-le-s sont les acteurs et les actrices qui devraient intervenir les premiers-ères et de quelle manière?

Nous avons besoin d'un nouveau type de discours scientifique qui fasse la synthèse entre les domaines traités par les études sur le développement et les nouvelles connaissances qui émergent des sciences climatiques mais qui prennent en compte les limites de ce domaine de recherche. Nous avons besoin d'adopter un point de vue critique qui nous permette de nous interroger sur ce que les études sur le développement ont apporté et sur ce qu'elles n'ont pas apporté. Ces études ont-elles réussi à produire un savoir qui permet d'éradiquer la pauvreté et de protéger les populations des effets néfastes du changement climatique ? Ceci nécessite une large coordination de chercheur-se-s et de réseaux scientifiques.

L'IPCC rassemble une communauté scientifique organisée, une institution globale de recherche qui coordonne la recherche mais il n'y pas d'équivalent scientifique qui coordonne les recherches relatives au développement et à la pauvreté. Ce vide est comblé d'un côté par des intérêts politiques à court terme (souvent liés à des intérêts nationaux et qui ne tiennent pas compte d'une perspective mondiale) ou de l'autre côté par des institutions de développement mondial particulièrement la Banque mondiale qui a doré et déjà développé une compétence c.a.d un savoir-faire sur ces sujets de la même façon qu'elle a précédemment développé une compétence et un savoir-faire sur les questions de la pauvreté et du développement. Les logiques étroitement institutionnelles, les points de vue étroitement limités (par l'économie) et le manque de crédibilité des intervenants majeurs d'institutions comme la Banque mondiale ne peuvent apporter de solution à la question du changement climatique et de ses liens avec le développement. En fait, ce genre d'approche pourrait faire pire que bien.

La recherche en développement au niveau européen peut initier "la déconstruction" ou "l'éclatement" des notions de "pauvreté" et de "développement" pour y introduire les modèles de développement des économies avancées,

leurs incapacités et leurs échecs vis-à-vis des populations pauvres et pour l'environnement. Cette recherche peut aussi initier la prise en compte d'un domaine de travail résolument innovant qui se démarque de l'approche créée par les bureaucraties qui s'occupent de l'aide et qui ont avec force et constance défini la pauvreté et le sous développement comme des questions séparées des histoires du développement que les économies avancées ont écrit sur la voie royale qu'elles suivent. Ces voies ont renforcé les inégalités à l'intérieur et entre les pays. La pauvreté et le développement ont été mis à part des relations sociales. On a ainsi ignoré les problèmes véritables des gens pauvres, leur situation, leur exclusion et leur absence de pouvoir.

Si on ne peut nier que beaucoup de progrès ont été fait dans l'apprentissage des voies et moyens de permettre et de promouvoir le bon développement, il demeure que l'aide continue à être dirigée de haut en bas en fonction du savoir d'expert-e-s charitables et moralisateur-trice-s. Ce savoir, cette connaissance isole la pauvreté du pouvoir, des relations sociales ou considère que la pauvreté est un problème géographiquement limité aux pays pauvres et sans relations avec les autres processus mondiaux. Le fait de réduire la portée de la pauvreté en la confinant dans un cadre étroit a abouti à la voir sous un angle plutôt économique et dans le même temps il n'y a pas eu d'engagement ou de mobilisation véritable venant des pays riches pour l'investissement des fonds nécessaires. Ce n'est donc pas une surprise que les mobilisations mondiales comme les Objectifs du Millénaire pour le Développement se révèlent insuffisantes et inefficaces et que l'éradication de la pauvreté reste un des plus grands défis moraux de notre temps.

On peut déjà constater qu'il y a une forte tendance dans les réponses apportées au changement climatique à continuer selon le même type de scénario. Ces dernières années, il y a eu une rapide réorganisation des bureaucraties de l'aide au développement et ces réorganisations ont été conçues pour inclure et intégrer le changement climatique dans le travail d'experts et de techniciens qui traitent des questions du Sud en général. Des fonds, des budgets pour l'adaptation ont été cherchés pour compléter les ressources pour le développement qui existent déjà et pour signaler les nouveaux efforts consentis pour parvenir à un

développement "résistant au climat". Mais la plupart de ces tentatives réinventent ou renforcent des stratégies de développement et de réduction de la pauvreté vieilles de plusieurs décennies. Ces stratégies, répétons-le, mettent la pauvreté à part et traitent les questions comme des problèmes de gestion qui sont analysées par des expert-e-s extérieur-e-s et qui sont gérés selon des points de vue technocratiques et économiques. En fait, nous avons déjà isolé le problème du changement climatique en nous focalisant beaucoup trop sur la question de nous y adapter et en ne nous concentrant pas suffisamment sur une véritable mobilisation ou sur la nécessaire transformation des institutions mondiales et des lois qui nuisent tellement aux pauvres. Ces façons de minimiser la question mènent à des impasses éhontées parce que cette attitude repose d'abord et avant tout sur la conviction profondément ancrée de l'incapacité des pays pauvres et sur l'incapacité de reconnaître le besoin de changement et de réparation dans les économies avancées.

Les études européennes sur le développement peuvent initier le processus de conception de ce nouveau type de savoir dont nous avons besoin pour protéger les pauvres et pour promouvoir un développement vraiment durable (la réponse au changement climatique n'est qu'une part de ce processus). Nous pouvons être des acteurs et des actrices-clés dans la construction de ce nouveau savoir nécessaire pour concevoir un travail de développement tant au Nord qu'au Sud qui parvienne à éradiquer la pauvreté et les inégalités criantes tout en favorisant les progrès dans la qualité de vie, le bien être et qui ne soit pas nécessairement associé à la consommation, cette fameuse consommation qui ne connaît pas de fin. Ce qu'il y a de plus important pour les études sur le développement ce n'est pas de sauter dans le train bancal de l'intégration transversale (le mainstreaming) du changement climatique dans le développement tel qu'il se pratique aujourd'hui. C'est ce que font de nombreuses agences d'aides et de développement global qui se précipitent dans cette voie plutôt que de reconnaître qu'il y a une corrélation entre le problème actuel du dangereux changement de l'environnement et les paradigmes d'avancées et de développement dont la discipline actuelle "Etudes sur le développement" fait partie.

La première tâche de l'Europe pour ce qui concerne les études sur le développement est

de mettre sous la loupe et de questionner les conceptions de développement que nous adoptons et que nous proposons. Nous devons nous ressourcer à tout ce que nous avons appris au cours des dernières décennies concernant ce qui fonctionne et ce qui échoue comme par exemple le principe de se concentrer sur la cohésion sociale, les principes éthiques, la solidarité, la qualité de la vie et du bien être, les droits humains, le fait de faire confiance aux capacités des intéressé-e-s et l'attention portée à la sécurité pour tous et pour toutes. Ces facteurs sont aujourd'hui de plus en plus considérés comme des moyens sur lesquels on peut s'appuyer pour réduire la pauvreté et pour progresser dans l'établissement d'une société mondiale durable. Les études sur le développement doivent s'ouvrir pour inclure (encore mieux et encore plus) beaucoup de nouvelles disciplines nécessaires dont les humanités, le droit, les sciences religieuses, la psychologie pour n'en citer que quelques unes. Les chercheur-se-s en développement ont beaucoup progressé dans le domaine des équipes de recherche interdisciplinaire, nous devons maintenant apprendre à produire et à promouvoir des recherches "intégrées" en passant par davantage de travail avec les sciences naturelles. Cela signifie que nous avons aussi

besoin de nouvelles formes de collaboration institutionnelle avec les personnes impliquées dans les sciences des systèmes de la terre et les chercheur-se-s qui travaillent sur le développement durable. Les chercheur-se-s en développement ont aussi beaucoup appris sur la façon d'intégrer des équipes de recherche majoritaires avec des équipes minoritaires. Le point de rencontre entre le changement climatique, la pauvreté et le développement appelle au renforcement et à la multiplication des partenariats et des collaborations avec le Sud dans son ensemble et cette corrélation requiert aussi que l'on travaille sur des projets d'éducation communs.

Pour terminer, je propose que le changement climatique soit un appel adressé aux études sur le développement pour travailler d'avantage à la nécessité de supprimer la pauvreté par le biais d'une meilleure compréhension des défis amenés par les menaces sur l'environnement ce qui, en retour, exige une compréhension beaucoup plus exhaustive de la nature, de l'étendue, de la profondeur, de la répartition, des tendances, des causes et des effets de la pauvreté. Puisque les deux problèmes reposent sur une question de justice et de solidarité, il ne peut y avoir de réelle dichotomie - comme celle que nous la constatons souvent - entre les

réponses et les réactions devant la pauvreté et les réponses et les réactions devant le changement climatique. Bien que les études sur le développement aient besoin d'un apport important de moyens pour de nouveaux efforts de collaboration et bien que notre discipline ait pour vocation de rappeler la nécessité de l'aide de la part des pays et des populations prospères en faveur des pays et des populations défavorisés, nous devons résister, sous prétexte du maintien de l'aide, à la tentation de proposer de s'adapter et de minimiser la question du changement climatique dans les pays de développement. Comme la pauvreté persistante, le changement climatique est une question de justice mondiale et il est n'est pas possible que nous réussissions à répondre à un de ces défis si nous ne répondons pas à l'autre.

Asuncion Lera St Clair est Professeure au département de Sociologie à l'Université de Bergen en Norvège. Elle est aussi la directrice d'une Recherche comparative sur le programme de la pauvreté (CROP) Conseil International des Sciences sociales.

E-mail: asun.stclair@crop.uib.no

Urbanisation : Thèmes sélectionnés - Besoin d'une entité cohérente et interactive de savoir

par Isa Baud

Une révolution urbaine est en train de se produire dans le monde, et on y prête très peu d'attention dans les discussions sur la coopération au développement. La proportion de population vivant en ville varie selon les régions. En Amérique latine, 75% de la population vit dans des villes, alors que dans l'Afrique sub-saharienne et dans l'Asie du Sud, cette proportion atteint seulement 40%. L'urbanisation avance cependant à grands pas dans tout le sud de la planète, où on a assisté à une augmentation de 2-4% annuellement dans les années 1990. Pour les pays à haut revenu par tête, dans lesquels environ 75-88% de la population vit dans des villes et agglomérations,

la proportion est restée stable. On prévoit qu'en 2050, le monde développé aura 1,1 milliard d'habitants dans les villes, l'Asie 3,3 milliards et l'Afrique 1,2 milliard. Le modèle d'urbanisation peut être différent : en Asie les villes fusionnent pour produire ce qui devient une conurbation métropolitaine, alors que dans l'Afrique sub-saharienne, les capitales deviennent les premiers centres urbains et développent alors des bidonvilles.

Les thèmes principaux dans le débat sur l'urbanisation tournent autour de 4 débats majeurs :

- (in)égalité des conditions de vie dans les villes

- (logement, services de base, sécurité et violence)
- les économies urbaines sont les moteurs des économies nationales et leur connectivité avec les réseaux économiques plus larges (régionaux et mondiaux)
- les thèmes de gouvernance urbaine et de citoyenneté, avec leurs liens aux autres niveaux de gouvernement, et
- les thèmes environnementaux (agenda brun et agenda vert, changement climatique).

Le thème de la qualité de vie est généralement abordé dans le cadre des responsabilités des gouvernements vis-à-vis des



citoyens. Le logement social, l'aide à l'accès/ ou l'octroi de services de base et la sécurité : ce sont là tout spécialement les activités des gouvernements locaux ou nationaux. En pratique, le logement est largement dévolu au secteur privé (grandes firmes et PME), et les ménages individuels ont accès au logement surtout à travers le logement d'appoint (logement informel). Parallèlement, au cours des 20 dernières années, les prestations de services de base sont devenues de plus en plus privatisées, et la sécurité reste un problème délicat dans beaucoup de villes du Sud.

Le fait que les économies urbaines sont le moteur des économies locales/régionales et nationales et que c'est ce moteur qui relie les réseaux internationaux de villes aux différents niveaux de la domination économique a été reconnu (entre autres par le RDM de 1999/2000). Les liens entre les villes, les chaînes de valeur mondiale, et leurs régions sous-nationales sont des thèmes négligés par la recherche ; ils desservent cependant plus d'attention dans les débats sur la coopération au développement.

Au cours des discussions au sujet de la gouvernance, l'accent a été mis sur l'amélioration des pratiques de gouvernement au niveau interne (nouveaux thèmes de la gestion publique, administration publique plus effective, récolte des impôts, emploi des SDI comme instruments de soutien), ainsi que sur l'amélioration des relations entre les instances de pouvoir et les autres acteurs (par ex. ceux de la gouvernance).

Ce débat s'est centré sur la décentralisation, avec un plus grand rôle à accorder au pouvoir politique de la ville et aux réseaux d'ONG, d'acteurs de la société civile et d'associations de citoyens. De nouvelles tendances émergentes montrent qu'il y a une polarisation dans les villes dans une large gamme de secteurs ; les programmes des classes moyennes se renforcent au niveau de la planification, les priorités des entreprises qui veulent créer des 'world class cities' sont de plus en plus apparentes, et les habitants des bidonvilles forment des alliances, en combinant les réseaux mondiaux aux campagnes locales de sensibilisation.

Dans les thèmes de l'environnement, tout autant l'agenda brun de réduction de la pollution dans les aires urbaines, que le 'greening' des villes sont maintenant intégrés dans les discussions sur la question de savoir dans quelle mesure le changement climatique va affecter particulièrement les villes, et quelles sont les stratégies d'atténuation et d'adaptation à ses effets que les gouvernements de villes et les populations doivent développer.

La recherche actuelle et les modèles de coopération au développement ne reconnaissent pas l'importance de ces questions et de ces tendances. Dans la plupart des pays européens, les objectifs des programmes bilatéraux ne spécifient que les thèmes à petite échelle (bidonvilles, services de base) et ignorent l'importance et la complexité croissante des enjeux impliqués. Les organisations multilatérales fournissent des stimulants aux programmes concernés par ces sujets - notamment l'agence des NU Habitat, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (et aussi leurs réseaux, par ex. l'ancien Programme Gestion Urbaine). Un réseau de promotion d'instances de pouvoir de villes existe à travers l'Association des villes unies et des gouvernements locaux (VUGL). Des réseaux existent aussi sur des questions spécifiques tels que le réseau ICLEI (Conseil international des pouvoirs locaux) qui tournent autour des aspects de l'environnement, et le réseau sous l'égide de IIED (Institut international pour l'environnement et le développement). Dans le secteur de la recherche universitaire, il existe un double lien. La recherche sur les questions urbaines est particulièrement forte lorsqu'elle concerne les villes européennes et nord-américaines - ces groupes ont cependant

peu - si pas - d'intérêt et de savoir concernant le Sud de la planète. La formation théorique est donc fortement entachée de préjugés concernant les tendances dans le Nord de la planète. La recherche est aussi fragmentée entre diverses disciplines : planification et architecture, sociologie, économie institutionnelle et sciences environnementales.

En conclusion, on assiste à une fragmentation du savoir sur les villes dans le Sud, et on voit peu de soutien et d'interaction entre les chercheurs venant de diverses disciplines ou entre les chercheurs et les décideurs politiques. Les efforts entrepris pour mettre en place une somme de savoir plus cohérente et interactive, centrée sur la mise en place de réseaux de recherche Nord-Sud. Par ex. : la subvention sur les Villes et le développement durable obtenue de l'UE par les membres du Groupe de travail de l'EADI sur la Gouvernance urbaine sous le titre du 7e Programme-cadre. Dans ce Groupe on analyse en effet le phénomène de l'urbanisation à travers une grille inter-ville. De tels réseaux de recherche ont aussi besoin de réseaux de conscientisation s'adressant aux responsables politiques en insistant sur l'urgence de créer des programmes de coopération au développement dans ce domaine. Enfin, en ce qui concerne la communauté de recherche elle-même, il faut qu'elle établisse plus d'interaction entre les chercheurs travaillant dans le Nord ; ceci permettrait de produire une somme de savoir sur les modèles d'urbanisation et sur les tendances de l'avenir.

*Isa Baud est Professeure à l'Université d'Amsterdam
E-mail: I.S.A.Baud@uva.nl*

Rapport de l'atelier

Gérer le changement : de nouveaux défis pour les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur le développement

par Simon Maxwell

Les groupes de biotechnologie, les cabinets de conseil et autres "marchands de connaissances" ont-ils quelque chose à apprendre aux universités, aux instituts de recherche et aux groupes de réflexion ? Plus particulièrement, ont-ils quelque chose à nous apprendre sur la façon de structurer et de diriger les équipes de recherche dans un environnement en constante mutation ?

Telles ont été les questions sur lesquelles se sont penchés les directeurs d'instituts de l'EADI à Copenhague, lors du dernier atelier d'un cycle destiné à anticiper et à gérer le changement. Nous avons déjà exploité un riche filon de savoir et d'expériences chez les directeurs d'instituts de l'EADI (voir les précédentes éditions de la Lettre d'information), ainsi qu'une série de documents et d'études de cas sur le site web de l'EADI (www.eadi.org/dm2009). Qu'ils exercent à l'université, dans des centres de recherche ou au sein d'instituts indépendants, dans le secteur public ou privé, les directeurs d'instituts de l'EADI ont de nombreuses préoccupations communes. Beaucoup d'entre eux ont été obligés de repositionner leur institut, d'adapter leur programme de travail, de trouver de nouveaux financements, d'inventer des mécanismes incitatifs inédits pour leurs équipes, voire de fusionner. Il est toujours instructif de voir les directeurs converger sur ces sujets et partager leur expérience.

Notre guide à Copenhague, le professeur Finn Valentin, de la Copenhagen Business School, fait autorité sur la question du savoir et de sa mise sur le marché. Finn Valentin nous a initiés à des théories de base, expliquant que dans le secteur privé, les "marchands de connaissances" doivent être en mesure de "restructurer leurs actifs intellectuels" afin de conserver leurs avantages concurrentiels. Plus un savoir s'acquiert, se codifie et se transmet, plus il perd de la valeur sur le marché. Les "marchands de connaissances" peuvent retarder ce processus et thésauriser leur capital intellectuel, par exemple en faisant appel aux lois sur la propriété intellectuelle, mais cela ne les dispense pas

d'innover en permanence. À cet effet, ils doivent souvent constituer de nouvelles équipes et apprendre aux gens à travailler ensemble dans de nouveaux domaines ou à mobiliser différemment leurs compétences de base. Les études empiriques réalisées par le professeur Finn Valentin sur des sociétés danoises confirment dans une large mesure l'efficacité de ce mode de gestion de l'innovation consistant à "optimiser de l'intérieur".

Évidemment, les instituts de l'EADI ne sauraient agir en tout point comme des start-ups de biotechnologie. Mus par un important souci éthique du fait de leur mission de service public, ils considèrent les résultats des recherches comme des biens publics et non commerciaux. La coopération et le partenariat occupent en outre une place prépondérante à l'échelon national comme international. Enfin, la plupart des chercheurs n'apprécieraient pas vraiment d'être qualifiés d'"actifs intellectuels" et refuseraient probablement d'être "restructurés", même si cela s'impose.

Cependant, ces différences ne devraient pas occulter la nécessité commune de mettre en place des équipes ad hoc pour relever de nouveaux défis. Les directeurs d'instituts de l'EADI avaient d'ailleurs passé la matinée à envisager des moyens de réagir aux mutations à l'œuvre dans la recherche sur le développement. Beaucoup d'entre eux ont partagé leur expérience du changement organisationnel, souvent douloureuse. Ainsi, une directrice a raconté qu'elle avait encouragé les membres de son équipe à travailler ensemble quand ils peinaient à redéfinir les priorités de l'institut. Un autre directeur a suggéré de remplacer les traditionnels départements par des "plates-formes de recherche" provisoires chargées de se concentrer sur une problématique donnée pendant 3 à 5 ans puis dissoutes à la fin du projet. D'autres directeurs ont décrit les difficultés liées à l'élaboration de nouveaux programmes, produits ou services, par exemple de

nouveaux cours.

Une constante : les directeurs ont tous assumé le rôle de gestionnaires du changement, et ils ont tous été confrontés à la gestion toujours difficile des attentes et des inquiétudes liées au changement, voire aux résistances contre ce dernier. Certains chercheurs ont fait preuve de bonne volonté, estimant que ces réformes ouvraient de passionnantes perspectives scientifiques. D'autres ont été conquis par les nouvelles responsabilités qu'offrent les remaniements. Ponctuellement, la rotation du personnel a permis d'opérer des restructurations. Plusieurs directeurs ont insisté sur la nécessité de procéder par étapes et de ne pas sous-estimer le poids des structures établies dans les institutions.

En conclusion, nous avons rappelé que les instituts de l'EADI avaient déjà subi de constantes mutations et devaient continuer à évoluer. Quelles que soient leur histoire et leur culture, ils seront probablement tous amenés, d'une façon ou d'une autre, à "restructurer leurs actifs intellectuels".

Simon Maxwell a présidé l'Institut pour le développement d'outre-mer (ODI) de 1997 à avril 2009. Il dirige le groupe de travail de l'EADI sur la planification de l'avenir et la gestion du changement dans les instituts de recherche et les groupes de réflexion.

E-mail: s.maxwell@odi.org.uk



Finn Valentin

Rapport de l'atelier

Réaliser la visibilité : accès libre et classement des revues périodiques des études du développement

par Anja Moller Rasmussen et Maja Bucar

L'accès libre en tant que modèle de publication en ligne a été l'objet de beaucoup d'attention au sein du réseau de l'EADI. Non seulement, ce thème a été débattu à la rencontre des Directeurs à La Haye, à la Conférence générale de l'EADI à Genève, mais en plus, le Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information a identifié le thème de l'accès libre (AL), il en a discuté en détail depuis 2005 et il a fait une intense promotion de cette idée au sein de la communauté de l'EADI. L'AL offre justement pour les personnes qui jusqu'ici ont le moins accès, de réelles chances pour l'utilisation et la dissémination de recherche sur les questions du développement. Il pose cependant un risque en incluant des coûts plus élevés pour l'auteur, une diminution du contrôle de qualité tel qu'il est perçu, et il peut potentiellement occasionner des dommages à la durabilité de modèles 'traditionnels' de publication de recherche. Cependant, le potentiel de l'AL a encouragé les bailleurs de fonds, les auteurs, les éditeurs et les bibliothécaires à analyser les nouvelles approches. Alors qu'il existe encore des domaines controversés, une certaine disponibilité à explorer les avantages et à discuter des désavantages de l'AL s'établit parmi les acteurs principaux de ce domaine et ce, dans un esprit de bonne collaboration.

Malgré leur réticence initiale, les éditeurs commerciaux ont commencé à réaliser qu'il existe une possibilité de combiner le modèle traditionnel, en offrant les effets positifs du système existant, tel que l'évaluation par pairs, la protection de l'opinion scientifique et l'assurance de qualité avec le système AL en ouvrant l'accès aux lecteurs qui jusqu'ici ne pouvaient pas se permettre d'acheter la version imprimée d'un document

publié. En gros, deux sortes de mise en pratique de ces idées se sont établies ; elles ont mis l'accent sur les revues périodiques scientifiques:

1. la 'voie verte' : déposition dans des dépôts institutionnels d'universités ou d'instituts de recherche des copies d'articles déjà publiés et ayant fait l'objet d'une évaluation par des pairs;
2. la 'voie dorée' :
 - a) édition en AL par les éditeurs eux-mêmes, ou des périodiques en AL publiant des documents qui sont financés soit par des cotisations directes (ex. : BioMed Central) ou par des fonds publics (ex. : Digital Peer Publishing Initiative DPPI)
 - b) publication parallèle de livres et documents sous forme imprimée (payables par les cotisations) et sous forme électronique par des Maisons d'Accès Libre, en particulier des Presses universitaires.

Des développements futurs révéleront aussi de nouvelles possibilités de publication en AL. La Fondation européenne de la science a accepté les 'normes du Conseil scientifique du CER pour l'AL' ; les Conseils de recherche du RU et la fondation Wellcome Trust ont annoncé leur désir que tous les travaux qu'ils financent doivent être déposés dans des archives à accès libre, dans un laps de temps proche de leur date de publication. Des éditeurs spécialisés en AL tels que BioMed central (BMC) et Public Library of Science (PLOS) continuent à étendre l'envergure et le contenu de leurs périodiques. BMC et la 'Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition' (SPARC) apportent aussi leur soutien aux institutions en les aidant à développer leurs propres dépôts de recherche. Si on consulte le DOAJ, hôte de l'Université de Lund en Suède, on

peut découvrir 4386 périodiques scientifiques et universitaires en accès libre ; ils sont en texte intégral, leur qualité a été soumise à un réel contrôle. Une centaine d'entre eux sont originaires du secteur des études sur le développement.

Cependant, on a encore besoin de la même initiative dans le secteur des études sur les questions du développement, et il faut entamer un débat sur la relation qui doit s'instaurer entre les dépôts institutionnels et les dépôts de domaines de recherche particuliers. La question de savoir comment récolter des documents, et comment les republier dans un contexte d'études du développement est un élément très important pour le Groupe de travail de l'EADI. On a fait un appel aux membres pour qu'ils publient dans des périodiques à AL. Les instituts membres de l'EADI devraient encourager le développement de dépôts fonctionnant en AL, en suivant le modèle scandinave. La valorisation de publication en AL est intimement liée au thème de l'évaluation de ce type de publications. Vu que l'enregistrement de publication est le critère prédominant pour l'évaluation de chercheurs et des instituts de recherche, le classement de publications et périodiques est critique. Jusqu'ici, la plupart des classements de périodiques par la communauté scientifique commencent avec les périodiques de renom, tels que ceux répertoriés à l'ISI ; de nouveaux périodiques et des périodiques en AL ne seraient alors pas inclus dans ces classements. L'EADI devrait jouer un rôle actif dans le développement de classement de périodiques, de la même façon qu'elle a développé son propre processus d'accréditation des études du développement.

*Maja Bucar est Vice-Présidente de l'EADI et présidente du sous-comité sur les publications
E-mail: maja.bucar@guest.arnes.si*

*Anja Moller Rasmussen est responsable du groupe de travail de l'EADI sur la gestion de l'information
E-mail: amr@nias.dk*

Rapport de l'atelier

Projet de l'EADI sur l'accréditation : état actuel et avenir

par Joost Mönks et Andy Sumner

En ce qui concerne les études en matière de développement, l'EADI et ses organisations membres veulent influencer de façon anticipée le processus croissant d'accréditation et d'assurance

de qualité dans l'éducation supérieure. A cet effet, l'EADI a lancé en 2005 un ambitieux projet, dont l'objectif est de créer une 'unité ou une agence d'accréditation' dépendant de l'EADI. Une

telle agence deviendrait alors une autorité de référence dans le cadre des processus nationaux d'accréditation.

Lors de la réunion des Directeurs d'instituts membres à Copenhague, on a discuté des progrès réalisés et des projets. Pendant l'année 2009, l'EADI a été en mesure de conduire un test des cadres normatifs qu'elle avait développés et qui sont repris sous la version préliminaire du "Guide de l'EADI pour l'évaluation des programmes d'études du développement par des pairs" au niveau de Master. Deux cursus de Master ont été évalués par des pairs. Ces deux contrôles collégiaux ont porté sur le 'Master en études du développement' au Département de l'Environnement international et des Etudes du développement (NORAGRIC) dépendant de l'Université norvégienne des Sciences de la vie (UMB) et aussi sur le 'Master complémentaire en développement, environnement et sociétés', un programme interuniversitaire coordonné par l'Institut d'études du développement de l'Université catholique de Louvain en Belgique. Ces deux études pilote ont permis de tester et de raffermir la substance et les processus d'une approche selon l'évaluation par pairs telle que l'EADI l'a définie. Au cours de cette évaluation pilote, il a été généralement admis que le guide élaboré par l'EADI fournissait une base substantielle qui couvre les questions principales qui devraient être abordées au cours d'une telle évaluation collégiale afin d'accréditer un cursus d'ED. Cette évaluation pilote a été reconnue comme étant un exercice utile et constructif. Les

thèmes qui doivent être renforcés dans le Guide concernent en particulier les critères de multi- et pluridisciplinarité, les critères d'admission, ainsi que l'inclusion d'un plan d'action pour aborder les faiblesses du cursus dès qu'on les a identifiées. En ce qui concerne le processus d'évaluation par pairs, il a aussi été décrit comme étant très adéquat, bien que les visites collégiales aient été considérées comme trop courtes et devraient alors être étendues à un minimum de deux jours entiers. On a aussi soulevé l'idée de visites de suivi.

Au cours de la discussion du projet d'accréditation, le concept de la réciprocité et de l'opportunité de l'emploi d'un cadre normatif en tant qu'instrument de valorisation des capacités a lui aussi été débattu. Il y a de bonnes raisons pour avancer sur la voie tracée de renforcer en Europe le statut professionnel des études du développement. Alors que dans quelques pays il y a une importante 'assurance de qualité', dans d'autres pays il n'y règne qu'une assurance réduite et/ou de tels mécanismes ne sont pas nécessairement employés par ceux qui comprennent le mieux la nature pluridisciplinaire et normative de la recherche et de la formation en matière de développement.

En s'appuyant sur les résultats encourageants obtenus jusqu'ici avec l'évaluation pilote d'accréditation, le secrétariat de l'EADI exprime le souhait très clair de poursuivre dans cette

voie et d'élargir les opérations d'évaluation collégiale. Le prochain cursus qui va être ainsi évalué est l'Institute of Social Studies (ISS) situé à La Haye aux Pays-Bas, en tant qu'un des programmes majeurs d'ED en Europe.

Parallèlement, l'EADI va mettre en place son Comité d'accréditation afin de finaliser et formaliser le projet d'accréditation. Ce Comité deviendra peut être une entité séparée de l'EADI. Au bout du compte, le 'label' d'accréditation de l'EADI sera attribué par ce Comité ; on essaiera aussi d'obtenir une reconnaissance européenne des marques déposées de l'EADI.

Andrew Sumner est président du sous-comité de l'EADI sur l'éducation
E-mail: a.sumner@ids.ac.uk

Joost Mönks est secrétaire de l'initiative de l'EADI pour l'accréditation
E-mail: joost@moenks.com

Prix de l'EADI 2009

Nous avons l'immense plaisir de décerner le Prix de l'EADI 2009 pour l'excellence dans les études sur le développement à deux jeunes chercheurs qui nous ont soumis des contributions soulevant des questions cruciales pour la recherche en la matière. L'EADI a créé ce prix pour stimuler la recherche novatrice, pluridisciplinaire et diversifiée sur les questions de développement. Il a été inauguré en 2005 afin de récompenser et de faire connaître la nouvelle génération de chercheurs spécialistes du développement. Parmi les candidats de cette édition, le jury a distingué deux lauréats:

Jean-Louis van Gelder, auteur d'un remarquable article intitulé "Le droit au maintien dans les lieux en zone urbaine dans les pays en développement : points de vue, droits de propriété

et développement des bidonvilles" et Claudie Fioroni, qui nous a remis un excellent article intitulé "La cohérence des politiques pour le développement de l'UE comme instrument de promotion d'une 'approche positive' des migrations".

Les deux contributions sont très pertinentes pour les activités de l'EADI, qui regroupe plusieurs instituts de recherche, et nous allons en tenir compte dans nos propres programmes, notamment dans le cadre de l'EDC2020 et des projets de chance2sustain sur les villes et le développement durable.

Nous adressons aux deux lauréats nos plus



sincères félicitations, et nos meilleurs vœux pour la suite de leur carrière !

Repenser les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Le 23 juin 2009 s'est tenu à Bruxelles un forum politique de haut niveau organisé par l'EADI en coopération avec le DFID, l'IDS, la DSA, l'agence ActionAid et la revue The Broker. L'événement était intitulé "L'après-2015 : promouvoir la politique de lutte contre la pauvreté après les OMD".

La première séance, présidée par **Lawrence Haddad** (président de la DSA), a porté sur l'efficacité du concept d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté et sur ce que cela implique pour l'élaboration d'un programme d'OMD post-2015. **Salil Shetty** (directrice de la Campagne des Nations unies pour le Millénaire) a insisté sur trois priorités. 1) Les OMD devraient être désolidarisés du système international d'aide. 2) Ils devraient être définis à l'échelon local et non de façon technocratique ou étatique. 3) Il faudrait accorder davantage d'importance au contrôle et au suivi. **Enrico Giovannini** (statisticien en chef à l'OCDE) a pour sa part mis l'accent sur l'importance du concept de bien-être équitable et sur celle d'une relation plus performante entre l'information et le savoir. Il s'est dit "optimiste quant à la possibilité de construire un nouveau scénario". **Sakiko Fukuda Parr** (New School, New York) a estimé que les OMD devraient être intégrés au système politique des pays en développement et que l'accent devrait être mis davantage sur les droits de l'homme dans les OMD redéfinis. Elle a conclu en ces termes : "Nous avons besoin de revoir le programme des OMD et à mon sens, le plus important serait d'y adjoindre un objectif sur la réduction des inégalités."

La deuxième séance, conduite par le président de l'EADI, **Jean-Luc Maurer**, a porté sur les processus majeurs appelés à façonner la politique de développement au cours des 10 à 15 prochaines années et sur ce que cela implique pour l'élaboration d'un programme d'OMD post-2015. **Charles Gore** (chargé de recherche et d'analyse politique à la CNUCED) a souligné la nécessité d'un large consensus, non pas sur les OMD mais sur le développement durable des capacités de production, en dénonçant les "contradictions affectant la trajectoire du développement mondial". Il a vigoureusement

plaidé pour que les OMD intègrent la notion de bien-être ainsi que des taxes sur les transactions financières mondiales. **Alfred Nhema** (directeur du CREA) a défendu une vision plus ouverte des OMD, à la fois locale, régionale et internationale. Par ailleurs, il s'est déclaré favorable à une approche ascendante afin que tous les pays soient "associés au débat global". **Richard Morgan** (directeur de la politique et de la planification à l'UNICEF) a pour sa part insisté sur la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie tenant davantage compte du développement urbain. Il a notamment plaidé pour que les OMD soient étendus à la protection de l'intégrité physique, essentielle au développement humain, et fermement plaidé pour qu'ils relèvent de l'échelon local. Ce débat "nous ramène aux citoyens, à leurs droits et à leur intégrité : en fin de compte, les objectifs de développement doivent faire partie intégrante de la vie des gens, considérée globalement", a-t-il ajouté.

La troisième séance plénière, présidée par **Andrew Steer** (DFID), visait à définir les grands axes d'un programme d'OMD post-2015. **Louis Kasekende** (économiste en chef à la Banque africaine de développement) a mis l'accent sur des priorités urgentes telles que la nécessité de se concentrer sur les États fragiles et d'élargir le septième OMD afin d'y inclure la notion de développement durable. Il a également proposé de scinder le premier objectif entre la création de richesse d'une part et la diminution des inégalités d'autre part. **M. Kasekende** s'est par ailleurs prononcé en faveur d'une APD plus généreuse pour les services sociaux de base, ce qui permettrait de limiter les risques de chocs externes. Après 2015, il sera indispensable de "repenser les politiques de lutte contre la pauvreté en termes d'harmonisation, de hiérarchisation et de planification des objectifs", a-t-il poursuivi. **Claire Melamed** (responsable des politiques à ActionAid) a pour sa part estimé que la réalisation de ces objectifs incombait aux gouvernements des pays en développement. Elle a ajouté qu'en matière de financement, des mécanismes de redistribution fiables attribuant les aides sur des critères de droit devaient progressivement se substituer à une "aide"

aléatoire. "On ne peut pas s'attaquer à la pauvreté dans son ensemble", a-t-elle déclaré. **Yehualashet Mekonen** (coordinateur à l'African Child Policy Forum) a formulé des propositions concrètes : 1) ne pas fixer d'objectifs universels, 2) donner aux indicateurs une meilleure définition qualitative, 3) élaborer des programmes de développement scientifique et technologique sur le long terme. Enfin, **Andreas Reckemmer** (directeur du Programme international sur les dimensions humaines du changement de l'environnement mondial) a appelé la communauté internationale à esquisser un nouveau scénario prévisionnel global intégrant la notion d'incertitude.

Dans ses conclusions, **Andrew Steer** (directeur général de la politique et de la recherche au DFID) a insisté sur la volonté collective de définir "un nouveau scénario", ainsi qu'une approche plus intégrée. Il a ajouté que si la crise financière offrait une excellente occasion d'agir, l'après-2015 exigeait de sérieuses recherches.

Pour consulter le rapport complet, les vidéos et les podcasts du forum (en anglais), rendez-vous sur <http://www.eadi.org/index.php?id=1108>

Rapport par Aurélien Lafon, Secrétariat de l'EADI

Priorités d'action

- 1) se concentrer sur la réalisation des OMD,
- 2) favoriser l'appropriation de la nouvelle structure par les pays concernés
- 3) faire en sorte que les pays industrialisés honorent leurs engagements
- 4) faire en sorte que les revenus internationaux et la justice sociale globale deviennent des droits ;
- 5) lutter davantage contre les inégalités internationales ;
- 6) mieux tenir compte de l'urbanisation ;
- 7) accorder une attention particulière aux États fragiles et à l'incertitude globale ;
- 8) mieux définir les OMD.

L'EADI aux Journées européennes du développement 2009

Le développement au-delà de 2015 : l'avenir de la coopération européenne au développement

La quatrième édition des Journées européennes du développement, qui ont attiré plus de 6000 visiteurs et des centaines d'organisations de développement, a obtenu un succès retentissant. Une partie du Secrétariat de l'EADI, représenté par Natalia Werner, Can Akdeniz, Thomas Lawo et Aurélien Lafon, était présente au Village du développement afin d'accueillir les confrères et les membres de l'EADI. Pour nous, c'était en effet l'occasion d'évoquer de vive voix les activités en cours et à venir. Certains membres de l'EADI ont exposé leur travail, par exemple l'Institut allemand pour le développement (DIE), qui a présenté un ouvrage intitulé *Du bon usage des indices de fragilité*. D'autres confrères de l'EADI, Simon Maxwell et Dirk Messner, ont organisé une table ronde sur "La politique de développement dans la nouvelle architecture de l'UE".

Nous avons également contribué au débat global : le 22 octobre, le projet EDC2020 a organisé, en coopération avec l'ONG Development Gateway, une manifestation intitulée "Le développement au-delà de 2015 : l'avenir de la coopération européenne au développement" dont l'objet était d'évaluer les défis guettant l'Europe et les perspectives s'offrant à elle avant et après 2015. Ce débat de haute volée visait à poursuivre le Dialogue de haut niveau organisé le 23 juin 2009 par l'EADI en coopération avec le DFID, l'IDS, la DSA et l'agence ActionAid sur la question des nouveaux OMD post-2015.

Qu'impliquent les importantes répercussions de la crise économique sur la coopération au développement pour l'Union européenne et ses partenaires au-delà des OMD ? Comment la coopération européenne au développement peut-elle relever ces défis ? Comment assurer le respect de normes de transparence et de responsabilité dans un nouveau concept ? Quelles perspectives s'offriront à l'architecture de l'aide européenne après 2015 ? Telles étaient les grandes problématiques abordées autour de la table ronde organisée par l'EADI et l'ONG Development Gateway.

Après le mot de bienvenue prononcé par [Thomas Lawo](#), Secrétaire exécutif de l'EADI, et la présentation des intervenants par Carin Norberg, modératrice de la table ronde et directrice de l'Institut nordique sur l'Afrique (NAI), [Andy Sumner](#), chercheur à l'IDS, a fait cette remarque liminaire : "Étant donné que nous abordons une époque caractérisée par l'incertitude, le risque et les questions transversales sur les droits, les genres et l'équité, nous devons, ces prochaines années, adapter les OMD à l'évolution de la situation. Je pense que le véritable défi sera de maintenir la dynamique politique mondiale sur les OMD malgré les profondes mutations des dépenses publiques d'aide." Dans ce contexte, Andy Sumner a discerné trois priorités d'action : 1) La gouvernance mondiale, 2) La protection des pauvres (protection sociale / transferts d'argent),

3) Un développement sobre en carbone. Il a également proposé d'envisager l'utilisation stratégique des créneaux spécifiques de développement (au lieu de leur homogénéisation), d'influencer la politique en amont, d'imposer des normes aux entrepreneurs et de fédérer les acteurs dans la lutte contre la pauvreté.

[Elisabeth Sandor](#), conseillère sur les politiques d'aide à la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, a déclaré que nous devions préparer le terrain pour "l'après-2015" sans pour autant perdre de vue les objectifs actuels. Dans cette optique, elle a proposé de 1) prendre acte des avantages du cadre des OMD, 2) continuer à placer la barre plus haut, 3) affiner les systèmes de mesure, 4) honorer les engagements de l'APD et 5) favoriser les partenariats public-privé. Elisabeth Sandor estime en outre que les modèles de coopération au développement doivent progressivement s'éloigner de l'aide au développement et de la réduction de la pauvreté au profit d'une "approche globale intégrée". Pour elle, les efforts de la coopération européenne au développement pour penser l'après-2015 doivent se concentrer en priorité sur une planification immédiate et sur une coordination efficace des réformes.

[Francesca Mosca](#), directrice de la qualité des opérations à l'Office de coopération EuropeAid, a commencé sa présentation en demandant si nous ne poussions pas trop loin l'harmonisation



et l'alignement, et en soulignant que l'efficacité de l'aide laissait à désirer. Pour elle, le véritable enjeu est l'appropriation nationale, qui dépend de nombreux facteurs tels que la confiance. Nous devons veiller à cette réelle appropriation des processus de développement par les pays concernés en nous gardant d'avoir derrière la tête nos propres objectifs. Autre priorité, non seulement pour les bénéficiaires de l'aide mais aussi pour les bailleurs de fonds : développer des compétences. En effet, les pays donateurs doivent être en mesure d'affiner leur expertise et de s'adapter aux mutations de l'environnement mondial afin d'engager un dialogue fructueux sur les politiques déployées à l'échelon local. "Nous devons nous concentrer sur les résultats", a conclu Francesca Mosca.

Jean-Louis Sarbib, président de l'ONG Development Gateway, a rappelé qu'une série de crises avait freiné la croissance en Afrique, le continent qui en est pourtant le plus tributaire pour progresser vers les OMD. Avant la crise, l'Afrique connaissait un taux de croissance de 6,7%, ce qui faisait renaître l'espoir, "la ressource la plus rare en Afrique". Selon les dernières prévisions en date, ce taux va tomber à quelque 1,7%, fragilisant encore le continent. Nous devons garder à l'esprit que "la croissance peut chuter très rapidement, mais [qu']elle met beaucoup de temps à remonter". Pour Jean-Louis Sarbib, nous pourrions bien avoir manqué l'occasion de mettre à profit la crise financière pour redéfinir

les OMD.

La raréfaction des ressources rend la réalisation des OMD de plus en plus difficile. Comment savoir si nous sommes efficaces ? Nous devons améliorer la responsabilité et la transparence afin de mettre en pratique cet idéal de "céder le gouvernail aux pauvres". Les OMD, focalisés sur le résultat final, ne permettent malheureusement aucun suivi. Jean-Louis Sarbib a souligné que l'aide devait tenir compte à la fois des OMD et des besoins de chaque pays. Par ailleurs, nous devons faire appel aux nouvelles technologies de l'information pour améliorer les mécanismes de contrôle et de suivi afin d'aider les pays pauvres à devenir les artisans de leur développement.

Le débat était également ouvert au public. Parmi les intervenants, le ministre adjoint des Affaires étrangères du Vietnam a déclaré que son pays connaissait un taux de croissance en hausse grâce aux politiques nationales et à l'aide octroyée par l'UE, tout en précisant que le Vietnam avait besoin d'un soutien plus important. Certains membres de l'assistance ont appelé à mieux tenir compte des personnes âgées et handicapées dans les politiques de développement. Parmi les nombreuses questions pertinentes soulevées par le public, quelqu'un a demandé s'il était possible de s'inspirer de la Chine qui, autrefois pauvre, fait désormais concurrence aux pays industrialisés. Peut-on envisager d'appliquer l'exemple asiatique à la

coopération au développement en Afrique ? Andy Sumner a répondu qu'il serait très difficile de transposer le modèle chinois en Afrique, mais que nous pouvions aider les gouvernements africains à tirer parti de leurs négociations avec les investisseurs asiatiques. Francesca Mosca a réagi à ces sollicitations en soulignant la responsabilité des pays bénéficiaires de l'APD, qui doivent mettre en place des politiques responsables afin que l'aide profite aux plus défavorisés.

Pour conclure la séance, Carin Norberg a évoqué les nouveaux défis, comme la crise financière, auxquels la politique de développement doit actuellement faire face. Selon elle, il faut impérativement repenser la structure de la gouvernance dans les organisations internationales, car "nous assistons à l'émergence d'un groupe de pays qui n'appartenaient pas auparavant à la traditionnelle communauté de bailleurs de fonds, et nous devons associer davantage ces nouveaux partenaires".

Pour en savoir plus (en anglais) : <http://www.edc2020.eu/76.0.html>

Rapport par Natalia Werner et Aurélien Lafon, Secrétaire de l'EADI

Surmonter la fragilité en Afrique: forger une nouvelle approche européenne

Lancement du Rapport européen sur le développement

Le lancement en Allemagne du Rapport européen sur le développement (RED) le 10 novembre 2009 à Bonn s'est fait en coopération entre l'EADI, l'EDC2020 et le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement. La présentation du rapport a été faite par **Ingrid Hoven**, Directrice-générale de ce Ministère.

Le Rapport européen sur le développement (RED) est le résultat d'une initiative conjointe à la Commission européenne et à plusieurs pays membres de l'UE (Finlande, Allemagne,

Luxembourg, Espagne, Suède, RU) dont le but est de faire la promotion d'une perspective européenne en faveur des politiques du développement, et ceci en s'appuyant sur l'excellence de savoir, l'innovation et l'établissement de fondements communs en Europe entre la communauté de recherche et les décideurs de politique. Le Rapport européen sur le développement sera publié annuellement.

Cette année, le RED (ERD en anglais) a été produit par l'équipe RED à l'Institut universitaire

européen de Florence en Italie. Il traite du thème complexe et multidimensionnel de la 'fragilité', avec un accent mis tout particulièrement sur le continent africain. Aujourd'hui, plus que jamais, alors qu'une succession de crises ont eu pour conséquence de renforcer la fragilité et la vulnérabilité dans ce continent, il faut une nouvelle approche européenne pour combattre ces éléments en priorité. C'est d'ailleurs là un défi clé pour la stratégie européenne de sécurité.

Après une courte introduction de bienvenue

et la présentation des participants de la table ronde, on a passé la parole à **Françoise Moreau**, Directrice intérim pour la Politique européenne de développement : thèmes horizontaux dans la DG Développement. Mme Moreau a présenté le RED, qui est une initiative qui consiste à mettre ensemble des experts universitaires, des chercheurs, et des décideurs de politique et à harmoniser la recherche européenne dans le domaine du développement et les politiques. Elle a aussi expliqué le choix de la fragilité comme question principale de la première publication du RED, en expliquant que la fragilité est un obstacle majeur au développement et ce problème devient ainsi le thème le plus brûlant à aborder dans la politique de développement et de sécurité. Il est donc repris comme point très important dans l'agenda européen du développement.

Giorgia Giovannetti, Directrice scientifique du RED a parlé du contenu du rapport européen sur le développement dans le contexte de la crise qui a touché les pays en développement, malgré leur faible niveau d'intégration financière. Elle a aussi expliqué la définition de la fragilité et a évoqué quelques caractéristiques communes des états fragiles, éléments que l'équipe RED a utilisés pour des raisons opérationnelles. Mme Giovannetti a aussi mis en exergue l'importance de renforcer la capacité de résistance de l'Etat, ce qui est crucial pour surmonter la fragilité ; elle a en plus insisté sur la nécessité de réagir aux crises dans les états fragiles tout en résolvant à long terme les faiblesses.

Simone Bertoli, un membre de l'équipe RED, a montré les raisons structurelles et historiques de la fragilité de certains états. Il a attiré l'attention sur le colonialisme en tant que cause principale de beaucoup de difficultés qui sévissent dans

les états fragiles et il a fait la suggestion que c'est là un autre argument pour mobiliser les pays européens contre la fragilité.

Le débat a alors été ouvert avec les intervenants. **Ulrich Hiemenz**, Directeur du Centre pour la recherche sur le développement a critiqué le Rapport comme étant trop général. Selon lui, il y a beaucoup de raisons qui expliquent la fragilité des états, par ex. l'environnement, la géographie etc., il estime que le RED aurait dû aborder cette question en distinguant différents types d'états fragiles. Une des critiques apportées par **Jörn Grävingholt**, de l'Institut allemand pour le développement (DIE) est que le RED ne fournit pas d'évaluation détaillée de la politique de l'UE. A son avis, nous devrions à l'avenir produire de meilleures recommandations de politique. Ils sont tous les deux tombés d'accord sur le fait qu'il y a encore beaucoup de recherche à faire à ce sujet.

Après la présentation du Rapport, il y a eu du temps réservé pour les commentaires et les questions des participants. Quelques unes des questions pertinentes concernaient le thème du prochain rapport et la coopération au sein de l'équipe de recherche RED. Parmi les nombreux commentaires des participants, certains appelaient à plus de cohérence en Europe et suggéraient qu'on fasse plus de recommandations sur la bonne gouvernance en Afrique.

Ingrid Hoven a remercié tous les participants au débat et a conclu que nous devons encore procéder à plus de recherche et qu'il faut plus investir dans des institutions de recherche en Afrique même.

Rapport par Natalia Werner, Secrétaire de l'EADI

Au sujet du Rapport

Le Rapport européen sur le développement (RED) est le résultat d'une initiative soutenue par la Commission européenne et plusieurs Etats membres (Finlande, Allemagne, Luxembourg, Espagne, Suède, RU), dont le but est de mieux affirmer le point de vue de l'Europe sur les questions de développement, et ceci, en s'appuyant sur l'excellence du savoir, l'innovation et la mise en place d'un rapprochement entre la communauté européenne de recherche et les responsables politiques. Le RED doit faire l'objet d'une publication annuelle.

Le Rapport européen sur le développement de cette année a été produit par l'équipe RED à l'Institut universitaire de Florence. Il traite du thème complexe et multidimensionnel de la 'fragilité', avec un accent tout particulier sur le continent africain. Aujourd'hui plus que jamais, alors qu'une succession de crises ont eu pour conséquence de renforcer la fragilité et la vulnérabilité, surmonter la fragilité est une priorité de plus en plus importante dans la politique de développement européenne. Elle est aussi devenue un défi majeur pour la stratégie européenne de sécurité. On peut télécharger le RED sur <http://erd.eu.eu>



Nouveau projet de l'EADI: chance2sustain

Croissance urbaine et défi de durabilité - une comparaison entre villes en expansion dans les économies à forte croissance

Avec l'EADI en tant que coordinatrice, un consortium composé de huit organisations du monde entier a esquissé un projet qui a été accepté par l'UE dans le cadre du 7e Programme-cadre de recherche en sciences sociales et humaines (appelé 'PC7'). Le projet de ce groupement porte le titre générique Chance2sustain. Dans ce programme, nous voulons examiner comment dans des villes ayant différents systèmes de développement urbain, les gouvernements et les citoyens utilisent la gestion du savoir spatial participatif (ou intégré) pour orienter la gouvernance urbaine vers un développement plus durable. La gestion du savoir spatial participatif est la théorie que nous employons pour étudier ce thème, vu qu'elle représente une ressource stratégique avec la quelle tous les partenaires peuvent contribuer aux divers processus de la gouvernance urbaine vers un développement durable. Cette théorie comprend à la fois le savoir spécialisé et les différentes formes de savoir non-spécialisé, tel que le savoir venant de l'expérience de travail (tacite), le savoir sectoriel, et le savoir social (ou basé sur la communauté) au niveau du voisinage immédiat et de la ville dans son entièreté. Les processus participatifs de planification et d'aménagement et ceux de la gestion urbaine sont très stratégiques tout simplement par le fait qu'ils font apparaître les formes de savoir morcelé dans l'espace (ou de savoir spécifique) qui sont normalement reconnues dans les modèles de gouvernance urbaine. Ces modèles sont décidés eux en haut lieu et restent souvent axés sur les vues des experts. L'utilisation du savoir spatial participatif (SSP) peut rendre la gouvernance urbaine et la planification plus efficaces et leur faire gagner une meilleure acceptation en incorporant dans ce savoir les intrants des experts extérieurs et de la communauté locale. Bien que le SSP soit de plus en plus employé dans les processus de planification urbaine, son succès dépend de la politique extérieure (à la ville) et des conditions économiques. Un cadre légal qui offre par exemple une décentralisation fiscale et un système de subventionnement peut fournir ici un soutien stratégique. L'influence des

diverses conditions extérieures n'a pas encore été bien analysée localement, et certainement pas encore de façon comparative à travers les différents contextes sociopolitiques, bien que ce soit une question stratégique, vu la corrélation négative inhérente et vu les conflits politiques potentiels qui existent si l'on combine les buts environnementaux, sociaux et économiques (avec le développement durable). C'est pourquoi le programme du Consortium se centre sur neuf villes avec des conditions économiques et politiques contrastées ; il a l'objectif scientifique principal de développer un modèle de gestion du SSP pour conduire la gouvernance urbaine vers un développement durable. La date prévue pour le début de l'étude serait janvier 2010. Le consortium comprend (avec l'EADI en tant que coordinatrice):

L'Amsterdam Institute for Metropolitan and International Development Studies (AMIDSt) - Pays-Bas

L'AMIDSt est situé à la Faculté des Sciences Sociales et du Comportement, à l'Université d'Amsterdam. L'AMIDSt est un des instituts de recherche de renommée mondiale dans le domaine de la géographie humaine, de l'aménagement du territoire, et des politiques de planification spatiale, ainsi que des études du développement international.

Le Centre National pour la Recherche Scientifique (CNRS) - France

En tant qu'organisation de recherche fondamentale la plus importante de l'Europe, le CNRS fait de la recherche dans tous les domaines du savoir, au travers de ses diverses unités de recherche. Le développement durable et la gouvernance urbaine sont les deux domaines majeurs dans lesquels ses chercheurs travaillent.

La School of Planning and Architecture (SPA) - Inde.

Le SPA est une université spécialisée indienne située à New Delhi qui offre exclusivement de la formation à divers niveaux pour différents aspects de l'habitat humain et de l'environnement. Le SPA conduit des programmes et des projets de

recherche, avec un accent particulier sur la planification environnementale urbaine et régionale.

Le Forum 'Villes pour la vie' (FORO) - Pérou

Le FORO rassemble sept universités, 19 autorités municipales, trois associations privées et 28 organisations de la société civile venant de 18 villes péruviennes différentes. L'objectif principal du FORO est d'améliorer la gestion urbano-environnementale et la qualité de vie dans les villes participantes.

Le Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP) - Brésil

Le CEBRAP est une institution de recherche non-lucrative, multidisciplinaire centrée sur l'étude des sciences humaines, au sein de laquelle des sociologues, des spécialistes en science politique, des philosophes, des anthropologues et des démographes conduisent des études et font de la recherche sur la société brésilienne.

Le Norwegian Institute for Urban and Regional Research (NIBR) - Norvège

Le NIBR est un centre interdisciplinaire de science sociale pour la recherche urbaine régionale. Le NIBR procède à des études et publie des rapports sur les secteurs suivants: administration publique, gouvernance et démocratie; développement régional, environnement économique et démographie; planification, et aménagement du territoire, développement urbain ; et autres thèmes liés à l'environnement et le développement.

L'Université du Kwazulu-Natal (UKZN) - Afrique du Sud

L'université du KwaZulu-Natal et son Centre for Environmental Management sont situés dans la ville sud-africaine de Durban. Le Centre offre un cadre de travail à diverses disciplines qui entreprennent de la recherche, de la formation, des programmes spéciaux pour des communautés marginalisées dans le secteur de la gestion de l'environnement et de la durabilité

A la recherche de nouveaux narratifs et d'universels dans un monde changeant

Conférence 2011 de la DSA et de l'EADI

Une 'nouvelle normalité' ?

L'avenir du 'développement' va être confronté à un monde très différent et on va vivre la fin d'une période relativement modérée en terme de croissance, aide, stabilité et dépenses publiques. En entrant dans cette 'nouvelle normalité', on assiste à une recherche de nouveaux récits de développement (les 'narratifs') et de nouveaux modes de réflexion universels (les universels) pour le développement humain et pour le bien-être. On observe aussi une recherche de nouvelles méthodes de production de 'développement' qui soient équitables et orientées vers les pauvres et adaptées à un contexte aléatoire et changeant. Ceci n'est pas seulement une question liée à la crise économique mondiale et ses séquelles. Bien plus, il y a maintenant une toute nouvelle donne de jeu, en terme de changement climatique, de bouleversements démographiques et technologiques. Au même moment, on assiste à l'émergence de nouvelles chances pour repenser fondamentalement notre monde : la gouvernance mondiale ; la politique sociale pour protéger et assurer les pauvres ; l'avenir sobre en carbone ; et la nouvelle politique économique. En outre, il y a actuellement une grande fermentation d'idées sur les concepts du 'développement', du 'progrès', de la 'pauvreté' et du 'bien-être' qui est illustrée par les diverses initiatives telles que le Projet de l'OCDE pour mesurer le progrès des sociétés, et la Commission Sarkozy.

La Conférence de 2011, activité commune de la DSA (Development Studies Association) et l'EADI, veut jouer le rôle d'un lieu de rencontre parmi d'autres, où continuent ces débats mondiaux et où on repense fondamentalement les modèles de développement dans toutes leurs dimensions, et ce, justement en ces temps de pluralisme, incertitude et changement.

Une occasion pour repenser le développement international ?

En faisant de la prospective, on voit déjà derrière la crise immédiate des 'transformateurs de jeu', dont par exemple

- dans la gouvernance et la politique - le déclin

de l'influence mondiale des USA et de l'Ouest l'arrivée en force de la Chine et des autres pays du BRIC ; les nouveaux bailleurs de fonds et acteurs politiques telles que les Fondations

- dans la démographie - croissance de la population, transitions démographiques différenciées, structures d'âge et marchés du travail en constante évolution ;
- dans l'environnement - changement climatique produisant une plus grande instabilité du temps et de la production agricole ; pénurie d'eau ; conflits au sujet des ressources ;
- en technologie - la diffusion de technologies existantes telles que la biotechnologie et le développement de nouvelles technologies telles que les biocarburants, les TIC et la nanotechnologie ;

La crise économique elle-même a fait soulever des questions importantes et fondamentales. Ainsi par exemple :

- en gouvernance mondiale : le passage du G8 au G20 signifie plus de représentation et plus de pouvoir pour les grands pays en développement mais le FMI et la Banque mondiale seront cruciaux pour provoquer des changements importants dans la gouvernance ;
- en créant une économie (plus) verte : nous avons alors la chance de passer à un développement sobre en carbone, mais la pression politique pourrait atténuer cette transformation ;
- dans les nouvelles politiques économiques : il y a beaucoup de chance que les pays en développement vont s'engager vers la voie de l'exploration de nouveaux modèles de développement ; des approches de sources non-occidentales ont plus de chance de se faire reconnaître que les recettes de l'Occident.

En résumé, malgré que le consensus de Washington ait été (de nouveau) déclaré mort, le vrai changement n'est jusqu'ici pas clair. S'il ouvre le débat à une large gamme d'instruments de politique au service du développement, alors il a le potentiel d'avoir des implications très profondes.

A la recherche de nouveaux narratifs de développement ?

Ce n'est pas une surprise qu'on a entendu ces derniers temps de nombreux appels à imaginer de nouveaux narratifs/modèles ; ils viennent des pays en développement, des organisations de la société civile et d'organismes de la coopération au développement. La Conférence commune DSA-EADI de 2011 a pour objectif de générer des idées sur de nouveaux narratifs et de nouveaux universels dans un monde en changement. La Conférence représente une chance de jeter un regard (semi) lucide sur les avantages et les désavantages des divers modèles de développement. Elle offre aussi la chance de poser des questions sur le 'progrès' et sur ce qui constitue une 'bonne société'. Les débats pourront inclure une redéfinition de la croissance ou de repenser la redistribution. Les discussions pourront porter sur la question de comment mettre l'environnement au centre du futur développement sobre en carbone.

La Conférence pourrait aussi poser la question si le développement ne devrait pas s'appliquer à plus que simplement les 'pays en développement' pour avancer vers le 'développement mondial' ou le 'one-world' ? Comment tout ceci serait-il compatible avec l'accent actuellement mis sur les plus pauvres (le 'milliard de laissés pour compte') ? Ou comment pouvons-nous travailler avec l'incertitude comme étant plutôt la norme que la stabilité, dans un monde complexe de connectivité mondiale ; avec des intérêts communs ; ou avec des crises interdépendantes ? Devrions-nous réfléchir au delà du matériel pour se pencher sur la question des relations ; comportement et le non-matériel ? En outre, comment pouvons-nous crever la 'bulle' du développement et forcer ainsi le 'développement' à aborder d'autres acteurs, en dehors des simples arcanes de disciplines et de professions ?

La Conférence 2011 de la DSA et de l'EADI se veut aborder ces types de questions, et donc tirer un profit maximum de la chance de pouvoir

travailler ensemble, et aussi utiliser l'histoire post-crise pour revisiter et repenser le 'développement', pour générer de nouvelles idées, de nouveaux narratifs et de nouveaux modes de réflexion, autant que possible en coopération avec des partenaires du Sud dans son ensemble, et analyser les théories passées du développement et les expériences qui ont abouti à une autre impasse. La Conférence envisage de rompre avec une telle impasse ; et c'est pourquoi on veut réfléchir ensemble de

façon interculturelle, intergénérationnelle et interdisciplinaire ; ce mode d'action serait utile pour avancer vers une redéfinition de ce que pourraient être les nouveaux universels en termes de concepts, et les nouveaux narratifs qui permettraient à l'humanité d'atteindre un super-cycle adaptable et durable.

C'est au niveau des séances plénières, des sessions parallèles et des sessions de groupes de travail que nous allons aborder les différents aspects économiques, sociaux, politiques,

culturels et écologiques contenus dans ce thème englobant tant d'aspects.

Andrew Sumner, au nom du comité préparatoire de la Conférence DSA/EADI.

Ces thèmes vont continuer à être discutés pendant les mois à venir ; un appel final à communications sera publié en 2010. Vos commentaires sont les bienvenus ; veuillez SVP les envoyer à gc2011@eadi.org

Nouveaux membres de l'EADI

Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA)

Strasbourg, France

Le BETA est un laboratoire de recherche de l'Université Louis Pasteur (ULP, Strasbourg), de l'Université Nancy 2 et du CNRS. Il a été créé en 1972 et il est devenu un membre 'associé' du CNRS en 1985. Les activités du BETA concernent la recherche scientifique de base et la recherche appliquée dans le domaine des sciences économiques et de la science du management.

<http://cournot.u-strasbg.fr/users/beta/index.php>

Centro Interuniversitario di Ricerca per lo Sviluppo Sostenibile (CIRPS)

Sapienza Università di Roma

Le CIRPS est un centre de recherche universitaire comptant quelques 300 professeurs, chercheurs et experts en tant que membres ordinaires provenant de 11 universités italiennes membres du Centre. Les activités du Centre ont pour objectifs le développement durable à travers la recherche, le développement et la diffusion de savoir scientifique, de solutions technologiques et de méthodes de travail, y compris la coopération avec des organisations et la société civile.

<http://www.cirps.it/>

Cátera de Cooperación Internacional y con Iberoamérica (COIBA)

Santander, Espagne

La COIBA a pour but l'excellence en évaluation, formation et recherche en coopération internati-

onale et développement. Elle veut s'établir elle-même comme un référence en Cantabrie dans ces domaines, et comme principale référence en Espagne spécialement concernant le domaine Ibéro américain.

<http://www.ciberoamericana.unican.es>

Global Development Research Group (GDRG)

Varsovie, Pologne

Le Groupe de recherche sur le développement mondial (GDRG) est une association fondée par un groupe d'économistes, de géographes, d'historiens, de linguistes, de spécialistes des sciences politiques, de sociologues et de spécialistes en études culturelles qui entreprennent des initiatives communes dont le but est de développer et populariser le savoir concernant le développement mondial.

<http://www.globaldevelopment.org.pl>

Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI)

Milan, Italie

Fondé en 1934, l'ISPI qui a son siège dans le Palais Clerici à Milan, est un des plus anciens et des plus prestigieux instituts de relations internationales en Italie. C'est une association de droit privé, qui s'est vue attribuer le statut d'association à but non-lucratif en 1972 et qui opère sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères. Les activités principales de l'Institut vont dans quatre directions : la recherche (divisée en Programmes et Projets sur des domaines

géopolitiques spécifiques ou des thèmes transversaux), les publications, la formation à la carrière et l'organisation d'événement.

<http://www.ispionline.it>

Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (IEEI)

Lisbonne, Portugal

L'Institut des études stratégiques et internationales (IEEI) a été créé en 1980 en tant qu'organisation indépendante, à but non-lucratif et spécialisée en recherche et qui soutient le débat sur les thèmes internationaux sous ses multiples dimensions - politique, militaire, économique, sociale, culturelle et informative.

<http://ieei.pt>

Instituto Interuniversitario de Desarrollo Local (IIDL)

Université de Valence, Espagne

L'IIDL est un centre de recherche et un lieu de compétences théoriques et pratiques dans le domaine du développement local dans son sens large. L'IIDL comporte les chercheurs de l'Université Jaume I (UJI) et de l'Université de Valence (UVEG), des experts dans les divers thèmes couverts par le concept du développement durable et ici tout spécialement ceux qui travaillent sur les politiques et les stratégies de développement local.

<http://iidl.es>